



Synthèse de la conférence internationale¹

La Serbie et l'intégration européenne des Balkans occidentaux **Réflexions croisées en amont du Sommet de Paris sur les Balkans occidentaux**

18 mars 2016

Belgrade

La France succèdera en 2016 à l'Autriche en accueillant en juillet 2016 le prochain sommet sur les Balkans occidentaux. Ce sommet, qui s'inscrit dans le cadre du processus de Berlin, aura pour objectif d'alimenter la dynamique européenne dans la région et de s'assurer du respect des engagements pris lors des précédents sommets. A terme, l'enjeu consiste à renouer avec la transition politique et économique, qui s'essouffle dans la plupart des pays de la région, et à les accompagner dans leur trajectoire européenne. Les relations que la Serbie entretient tant avec l'Union européenne qu'avec ses voisins d'Europe du Sud-est jouent ici un rôle essentiel. D'elles dépendent aussi la dynamique régionale d'intégration européenne.

Or justement, les relations entre la Serbie et l'Union européenne connaissent depuis quelques années une amélioration constante, qui contraste avec les soubresauts et les frictions de la décennie précédente. La preuve en est l'accélération du rapprochement entre la Serbie et l'Union européenne, laquelle a récemment validé l'ouverture des négociations d'adhésion. Cette accélération tient tant à des raisons internes qu'à la portée régionale que l'intégration européenne de la Serbie semble avoir pour l'ensemble des Balkans occidentaux. Ses relations avec le Kosovo, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et la Croatie sont en effet une composante importante de stabilité régionale, et il n'est donc pas surprenant que la Serbie fasse aujourd'hui figure de pivot pour l'intégration européenne de la région.

L'objectif de cette conférence fut d'apprécier la position de la Serbie dans son espace régional à la lumière de l'intégration européenne et d'identifier les attentes qui peuvent se porter sur son gouvernement en matière de coopération régionale et d'intégration européenne, quelques mois avant la tenue du Sommet de Paris sur les Balkans occidentaux.

L'organisation de cette conférence importante, à laquelle ont assisté une centaine de personnes, s'est déroulée en étroite coopération avec le partenaire du Centre franco-autrichien à Paris, l'Institut français des relations internationales (IFRI), le European Fund for the Balkans, le European Movement Serbia et les ambassades de France et d'Autriche en Serbie.

De nombreux invités très prestigieux, issus du monde politique, économique, académique et de la société civile, et de plusieurs états de la région, mais aussi de Vienne, de Paris, de Bruxelles, ont contribué au succès de cette événement. Parmi eux, figuraient **Jadranka JOKSIMOVIĆ**, Ministre sans portfolio pour l'intégration européenne de la République de Serbie, **Igor**

¹ Ce document est diffusé sous la seule responsabilité du Centre Franco-Autrichien. Il n'engage pas la responsabilité des coorganisateur et des participants.

CRNADAK, Ministre des affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine, **Dragan ĐOKOVIĆ**, Conseiller du Premier Ministre de la République de Serbie, **Roksanda NINČIĆ**, secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères de la République de Serbie, **Dragoljuba BENČINA**, secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères de la République de Slovénie, **Hubert HEISS**, le directeur de la section Europe au Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et étrangères et de l'intégration, **Michael DAVENPORT**, chef de la Délégation de l'Union européenne en République de Serbie, **Wolfgang PETRITSCH** est président de la Fondation du Plan Marshall en Autriche, **Dominique DAVID**, Président du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe et Conseiller du Président de l'Ifri, **Johannes KYRLE**, Secrétaire Général du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, **Mihailo CRNOBRNJA**, président du Mouvement Européen en Serbie, **Đorđe POPOVIĆ**, coordinateur de programmes, et membre du Fonds belgradois pour l'excellence politique, **Hedvig MORVAJ**, directrice exécutive du Fonds européen pour les Balkans, **Jovan TEOKAREVIĆ**, professeur à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Belgrade, **Srećko LATAL**, éditeur régional du Balkan Investigative Reporting Network (BIRN), **Lulzim PEĆI** est directeur exécutif, fondateur et associé de l'Institut Kosovar pour la recherche et le développement politique (KIPRED), **Marina GLAMOTCHAK**, chercheuse et consultante en affaires stratégiques à Paris. En outre, un message enregistré pour l'occasion par **Johannes HAHN**, Commissaire européen à l'élargissement et à la politique de voisinage, est disponible sur le site internet du CFA. Le compte-rendu ci-dessous retranscrit les idées centrales avancées par les intervenants².

Ouverture

Johannes KYRLE, Secrétaire Général du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, débute la conférence en rappelant le rôle bien particulier de l'Autriche dans la région des Balkans occidentaux, à la fois pour ce qui est de son expertise et de son soutien dans le processus d'intégration européenne. Il est vrai que l'UE traverse un certain nombre de crises, notamment la question des migrants, la relation complexe avec la Turquie ou encore le retour de la fédération de Russie sur la scène internationale. Cependant, le processus d'intégration des Balkans occidentaux doit se poursuivre et il convient de souligner le chemin parcouru par la Serbie qui est candidate depuis 2012. Dominique DAVID, Président du Centre Franco-Autrichien, rappelle pour sa part le rôle stratégique des Balkans dans la géopolitique de l'Europe et insiste sur le fait que le processus de Berlin, démarré en 2014, a été mis en relation avec le début de la Première guerre mondiale, au cœur même de la région balkanique. Mr David avance 4 types de défis rencontrés lors du processus d'adhésion des pays balkaniques, concernant le fonctionnement des sociétés civiles et politiques (réconciliation incomplète, imperfection des systèmes politiques) ; les réformes de fond pour rapprocher les Balkans occidentaux des normes européennes (justice, état de droit) ; la réconciliation régionale (politique et morale mais aussi de manière plus concrète sur le plan de l'économie et des échanges humains) ; et le ralentissement du processus d'élargissement face aux nombreuses crises que traverse l'UE (crise des migrants, fatigue de l'élargissement, crise grecque...)

L'intégration européenne de la Serbie –les tenants de la dynamique et ses écueils

Michael DAVENPORT, chef de la Délégation de l'Union européenne en Serbie insiste sur l'importance de l'adhésion à l'UE pour le gouvernement serbe actuel et la volonté des états membres pour faire avancer ce dossier. L'UE traverse une série de crises sans précédent : la

² En raison d'un incident technique lors de l'enregistrement de la conférence, seules les présentations en anglais, en allemand et en français ont pu faire l'objet d'une retranscription.

montée du populisme voire du nationalisme et de l'extrémisme, une instrumentalisation de la crise des migrants ainsi que la possibilité d'un divorce entre l'Union Européenne et la Grande-Bretagne. Cependant, l'Europe doit poursuivre un double objectif essentiel dans les Balkans : œuvrer à la paix et à la réconciliation. La Serbie peut, de par sa situation, contribuer à la sécurité et à la prospérité des Balkans en poursuivant un ambitieux programme de réformes économiques et politiques.

Mihailo CRNOBRNJA, président du Mouvement Européen en Serbie, rappelle le long chemin parcouru par son pays depuis un premier accord de coopération en 1980 jusqu'à l'enclenchement d'un nouveau processus d'adhésion en 2001 après une décennie de désastres. Le président du Mouvement Européen souligne le fait que l'UE n'est pas une fin en soi mais un moyen pour la Serbie d'arriver à mettre en place une société moderne via un certain nombre de réformes dans les domaines politique, économique et judiciaire.

Dorđe POPOVIĆ, coordinateur de programmes, et membre du Fonds belgradois pour l'excellence politique, insiste sur le rôle de la société civile dans le processus d'intégration à l'UE pour des raisons démocratiques et éthiques. Mr Popovic énumère brièvement un certain nombre de modèles, comme l'exemple croate où la société civile n'a participé qu'à quelques chapitres de négociations et seulement à la fin du processus, ou bien encore le modèle monténégrin où les représentants de la société civile étaient membres à part entière des négociations et traités comme les membres du gouvernement, tout en perdant une certaine forme de distanciation et d'indépendance. Mr Popovic reste enthousiaste quant au rôle de la société civile serbe dans les négociations pour l'adhésion.

Marina GLAMOTCHAK, chercheuse et consultante en affaires stratégiques à Paris, revient sur la politique énergétique de l'Union Européenne et la place des Balkans occidentaux. Il existe un triple défi énergétique (faibles réserves, pas d'accès direct, dépendance) et une orientation stratégique claire vers les énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre. Les Balkans sont une zone de transit et une plaque tournante des réseaux énergétiques tandis que les forces géopolitiques présentes dans la région tentent d'imposer leur influence à leur manière : la Fédération de Russie avec la carte énergétique, les Etats-Unis grâce à un soft power associé à l'aura de l'OTAN et l'Union Européenne via des réglementations et des partenariats. La création de la Communauté de l'Energie en 2006 vise à resserrer les liens entre l'UE et les pays balkaniques dans le domaine de l'électricité et du gaz. Différents projets voient alors le jour : le gazoduc TAP à la frontière gréco-turque ou encore l'anneau gazier ou le raccordement des réseaux gaziers entre différents pays balkaniques. Pour conclure, si l'énergie demeure un domaine stratégique pour l'UE, Madame Glamotchak ne comprend pas pourquoi est-ce que la Serbie et les Balkans occidentaux sont exclus du règlement sur l'approvisionnement en gaz de 2016. De plus, tous les nouveaux projets mentionnés par Bruxelles évitent le territoire serbe.

La Serbie dans son espace régional – un enjeu européen

La deuxième table ronde évoque la Serbie au sein de son espace régional. Hedvig MORVAI, directrice exécutif du Fonds européen pour les Balkans rappelle que le processus initié à Berlin en 2014 a pour vocation d'améliorer la coopération régionale dans un espace balkanique où les défis sont nombreux. Il existe une différence de taille entre la coopération au sein de l'Union Européenne et dans les Balkans : en effet, en Europe, la coopération fonctionne par voie sectorielle (l'énergie par exemple) tandis que dans les Balkans, elle concerne des domaines associés au concept de *high politics* comme la sécurité. Madame

Morvai poursuit son propos en évoquant la société civile et l'existence de nombreuses initiatives locales dans le social. Les sociétés civiles balkaniques semblent vouloir se rapprocher et améliorer le vivre ensemble et la coopération dans toute la région. Enfin, il existe une forte demande pour une plus grande coopération dans le domaine culturel afin de créer une véritable plateforme d'échange dans les Balkans occidentaux.

Jovan TEOKAREVIĆ, professeur à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Belgrade, propose une analyse plus critique du processus initié à Berlin en 2014, en pointant tout d'abord le manque de communication, tant de la part des institutions européennes que des autorités serbes sur l'état de progression des négociations. Ensuite, le professeur Teokarevic soulève une série de questions qui doivent mener à des discussions sérieuses : pourquoi si peu de signes montrant que le processus de Berlin a bien commencé ? Quels sont les avancements dans les domaines de l'énergie ? Pourquoi n'existe-t-il pas de responsable européen pour gérer les disputes bilatérales ? Pourquoi tous les Etats membres de l'UE ne sont-ils pas engagés dans le processus de Berlin ? Serait-ce un manque d'intérêt ? Enfin, pourquoi est-ce que les gouvernements nationaux des pays balkaniques ne sont-ils pas plus engagés dans le processus ?

Srećko LATAL est éditeur régional du Balkan Investigative Reporting Network (BIRN), ainsi que fondateur et Président, du Social Overview Service (SOS) à Sarajevo. Il choisit d'évoquer les relations entre la Serbie, la Bosnie - Herzégovine et la *Republika Srpska*. Si les relations se sont nettement améliorées depuis 2010, la situation politique demeure très confuse au sein de la *Republika Srpska* qui donne à Belgrade un rôle particulier. Mr Latal s'attarde sur une réunion à laquelle il a assisté, en compagnie des ambassadeurs de Grande-Bretagne et d'Irlande lors de la Saint Patrick. Il était alors question de partager les expériences anglaise et irlandaise pour les comparer à la Bosnie-Herzégovine. En effet, dans les années 1970, le processus d'adhésion de la Grande-Bretagne et de l'Irlande était aussi lié à un processus de maintien de la paix.

Lulzim PEĆI est directeur exécutif, fondateur et associé de l'Institut Kosovar pour la recherche et le développement politique (KIPRED) à Pristina. Il insiste pour sa part sur la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie en tant que témoin à la fois actif et passif. Depuis 1996 et un accord dans le domaine scolaire entre Slobodan Milosevic et Ibrahim Rugova, la Serbie a toujours refusé de reconnaître le Kosovo en tant que tel. La déclaration d'indépendance proclamée le 01 février 2008 a eu lieu avec l'aide de l'ONU mais progressivement, c'est l'Union Européenne qui va être l'acteur central dans le processus de dialogue entre Belgrade et Pristina. En 2013, un premier accord général de normalisation des relations a été signé, suivi de divers accords techniques. Mr Peći termine son intervention en mentionnant tout de même la fragilité de la paix actuelle et le rôle central de l'UE.

Géopolitique et intégration européenne dans les Balkans occidentaux

Dragoljuba BENČINA, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères de la République de Slovénie se propose d'étudier la réalité géopolitique de la Serbie au sein de l'Union Européenne. Un premier point rappelle le fait que l'adhésion à l'UE ne comporte pas uniquement des avantages dans le domaine de la politique mais aussi dans des domaines pratiques et quotidiens comme les télécommunications et l'énergie. Le processus d'adhésion force le pays à se moderniser mais aussi à travailler avec ses voisins via diverses coopérations. Les Balkans sont un carrefour géopolitique et à ce titre, ils doivent attirer l'attention de l'UE. Si celle-ci peut aider, conseiller, accompagner les pays candidats, la

vitesse des changements et des réformes dépend surtout des gouvernements locaux et du pouvoir en place. Madame Bencina est persuadée que l'avenir de la Serbie se jouera au sein de l'UE en tant que membre à part entière.

Wolfgang PETRITSCH est président de la Fondation du Plan Marshall en Autriche et il souhaite insister sur l'importance géopolitique des Balkans qui attire la convoitise de plusieurs puissances comme la Fédération de Russie ou les Etats-Unis. Mr Petritsch évoque plusieurs défis majeurs en Europe comme la menace salafiste, le retour du nationalisme en Hongrie et en Pologne, ainsi que les tensions entre les institutions européennes et les gouvernements nationaux. L'Union Européenne se doit de retrouver un leadership fort pour mieux affronter les crises internes comme les défis extérieurs. Le Brexit ou la crise des migrants ralentissent considérablement la consolidation de l'Europe et éloignent les Balkans occidentaux de l'adhésion.

Hubert HEISS est le directeur de la section Europe au Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et étrangères et de l'intégration. Il revient plus particulièrement sur le processus initié à l'origine par l'Allemagne, la France et l'Italie. Les Balkans occidentaux en général et la Serbie en particulier sont des partenaires importants pour l'UE et le processus initié à Berlin en 2014 doit se poursuivre afin de conjuguer la géopolitique des Balkans à une dynamique d'intégration européenne. Mr Heiss se montre confiant pour l'avenir de ce partenariat et il insiste sur la capacité de l'UE à apporter prospérité et stabilité dans une région stratégique comme celle des Balkans.

Conclusion

Roksanda NINČIĆ, secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères de la République de Serbie, souligne un manque de compréhension entre la Serbie et l'Union Européenne mais insiste sur la volonté serbe de continuer son processus d'intégration via des réformes et un rapprochement avec les valeurs européennes. Madame Nincic remercie les partenaires européens qui accompagnent Belgrade depuis le début, notamment l'Autriche, la Slovénie et la France. Les pays balkaniques sont fiers du chemin parcouru depuis la fin de la Yougoslavie et ils ont conscience que leur avenir est lié à celui de l'UE. En Serbie, la coopération régionale est considérée comme une précondition à la stabilité nationale et européenne. Les raisons de croire au succès du processus initié à Berlin en 2014 sont nombreuses et l'Union Européenne a tout autant besoin des Balkans que ces derniers ont besoin d'elle.